

# ECONEWS

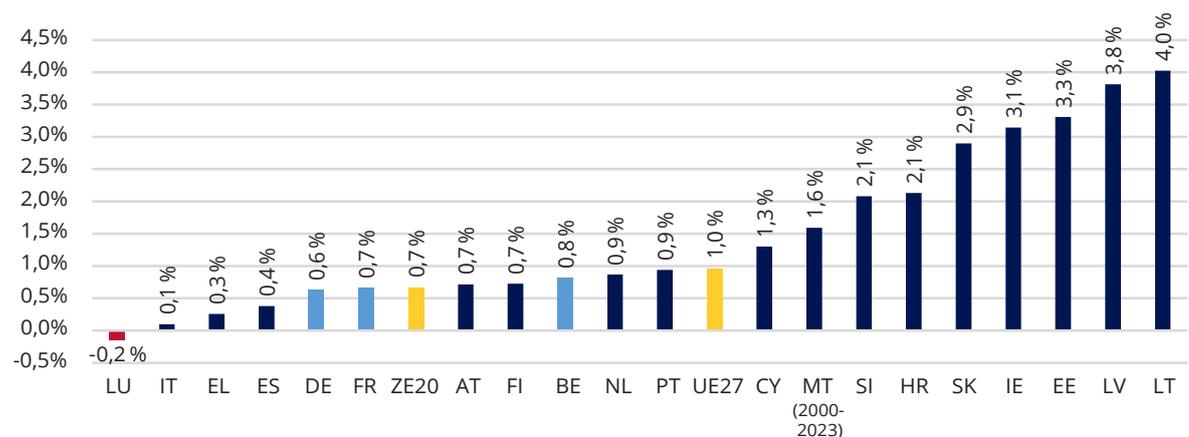
## PRODUCTIVITÉ : AU-DELÀ DES APPARENCES



De nombreux observateurs de l'économie luxembourgeoise se font l'écho de constats dressés par le Conseil national de productivité (CNP) dans son dernier rapport 2023-2024.

Ainsi, la productivité dite « réelle<sup>1</sup> » aurait connu une stagnation au Luxembourg au cours des dernières décennies avec une variation annuelle moyenne de -0,2% entre 1995 et 2023.

**Taux de croissance annuel moyen de la productivité « réelle » (valeur ajoutée par emploi) entre 1995 et 2023**



Source : Eurostat

<sup>1</sup> En volumes chaînés, année de référence 2015.

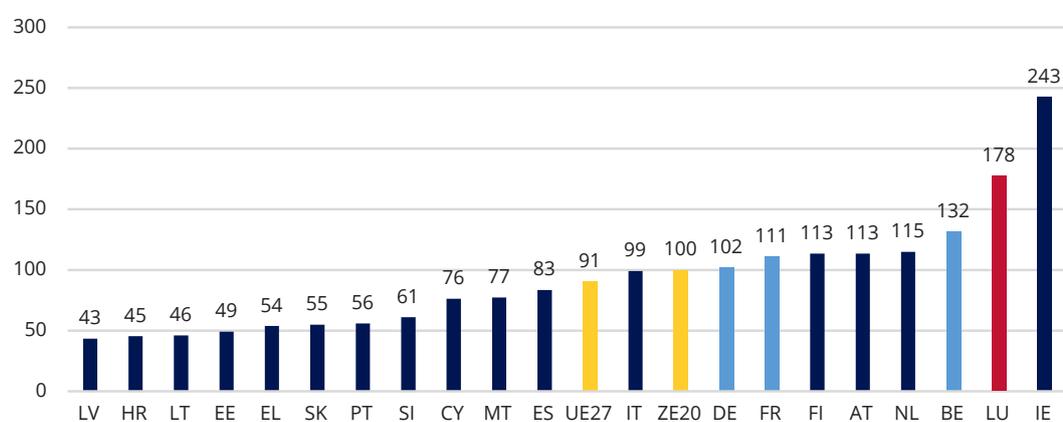
Toutefois, se focaliser sur la seule évolution de cet indicateur est erroné à plusieurs égards.

Comme la Chambre des salariés l'a déjà expliqué à de nombreuses reprises, la productivité dite « réelle » correspond au PIB en volume par heure travaillée ou par emploi. Le PIB en volume est lui-même calculé sur base de sa valeur nominale (c'est-à-dire en euros courants), qui est aisément mesurée. Ainsi, pour calculer le PIB en volume, on « déflate » le PIB en valeur observé sur base des transactions effectuées entre les différents acteurs économiques (État, entreprises, ménages)<sup>2</sup>. Or, il semble évident qu'une telle façon de procéder se heurte à de nombreux défis lorsqu'il s'agit de mesurer la quantité<sup>3</sup> de services produits par l'économie, a fortiori, dans une économie très largement tertiaisée comme le Luxembourg<sup>4</sup>.

Loin d'être une valeur observable, le PIB en volume ou « réel » n'est donc en réalité qu'une construction théorique. Néanmoins, même si l'on souhaite se fier à ce type de données, force est de constater que la productivité « réelle » du Luxembourg, bien que stagnante, se situe à des niveaux hors normes par rapport à ceux enregistrés en Europe.

Ainsi, un travailleur luxembourgeois a produit, en 2023, un volume d'environ 1,8 fois supérieur à la moyenne de la zone euro.

### Productivité « réelle » (valeur ajoutée par emploi) en 2023 en pourcentage de la zone euro



Source : Eurostat

Si l'on observe les rythmes de croissance de la productivité « réelle » entre 1995 et 2023, il appert que les pays voisins sont encore très loin de rattraper le niveau de productivité « réelle » enregistrée au Grand-Duché en 2023 :

	Productivité « réelle » par emploi en 2023 (en milliers d'euros)	Taux de croissance annuel moyen 1995-2023	Années nécessaires pour rattraper le niveau du Luxembourg en 2023 (113,15)
BE	83,76	+0,82 %	37,0
DE	64,98	+0,63 %	87,7
FR	70,71	+0,66 %	71,2
UE27	57,75	+0,96 %	70,1
ZE20	63,62	+0,67 %	86,5

Néanmoins, au vu des difficultés méthodologiques inhérentes à l'estimation des volumes produits dans les services, la CSL estime qu'il convient de considérer également la productivité nominale<sup>5</sup> que l'on peut mesurer de façon fiable.

De ce point de vue, deux constats s'imposent :

- D'une part, la productivité nominale, que ce soit par emploi ou par heure travaillée, ne cesse d'augmenter au Luxembourg
- D'autre part, le niveau de cette productivité nominale est sans commune mesure avec celui enregistré dans la plupart de pays européens.

<sup>2</sup> Dit autrement, cela signifie que l'on retire l'effet des prix pour tenter d'obtenir que les quantités de biens ou services produits.

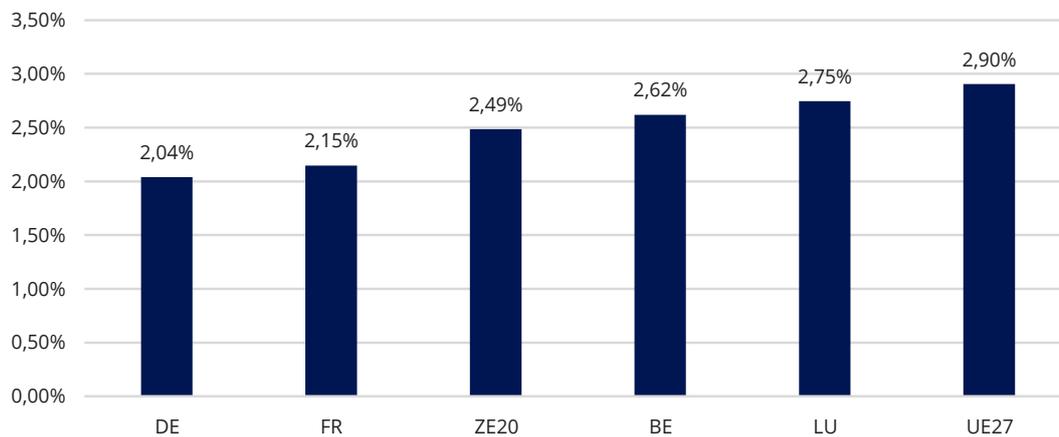
<sup>3</sup> Par opposition à la valeur en euros qui est elle aisément mesurable et mesurée.

<sup>4</sup> Pour plus de détails, voir par exemple l'annexe à l'Econews n°1-2024.

<sup>5</sup> En euros courants.

Si l'on observe donc l'évolution dans le temps, la productivité nominale a augmenté de façon conséquente au Luxembourg au cours des 30 dernières années, avec un taux de croissance annuel moyen plus élevé que dans les pays voisins.

**Taux de croissance annuel moyen de la productivité nominale (valeur ajoutée par emploi) entre 1995 et 2023**

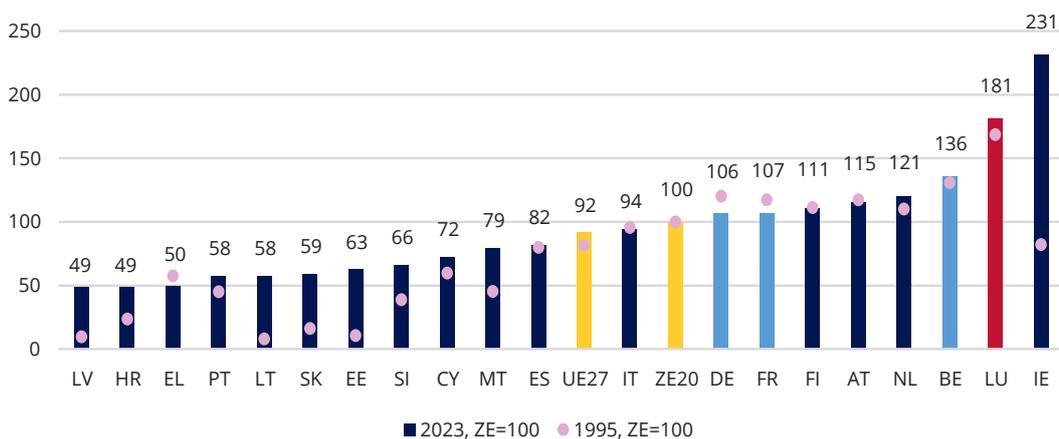


Source : Eurostat

Si le taux de croissance moyen de l'Union européenne est légèrement plus élevé que le luxembourgeois sur la période, c'est parce qu'il est tiré vers le haut par le processus de convergence à l'œuvre dans les pays du sud (Portugal, Italie) et de l'est de l'Europe, avec en tête la Lituanie (+10% par an en moyenne entre 1995 et 2023).

Malgré le rattrapage de certains partenaires européens, l'approche en termes d'avantage comparatif des travailleurs luxembourgeois en matière de productivité montre que ceux-ci ont une productivité nominale (ou en valeur) presque deux fois plus élevée que la moyenne de la zone euro, loin devant la grande majorité des autres pays de l'Union monétaire.

**Productivité nominale (valeur ajoutée par emploi) en 1995 et 2023 en pourcentage de la zone euro**



Source : Eurostat

Par ailleurs, on constate que cet avantage luxembourgeois par rapport à la moyenne de la zone euro s'est creusé en trente ans, passant de 169 en 1995 à 181 en 2023, tandis que l'Allemagne ou la France voient leur productivité relative se réduire.



Si la situation luxembourgeoise en matière de productivité est donc pour l'heure bien meilleure que certains ne veulent le laisser croire, la CSL rejoint le constat que les gains de productivité sont un élément crucial afin de préserver le modèle social luxembourgeois (à condition d'enrayer la hausse des inégalités sociales observée depuis plusieurs décennies<sup>6</sup>) et de maintenir l'attractivité économique du Grand-Duché.

Ainsi, la CSL souscrit globalement aux principales recommandations formulées par le CNP dans son rapport annuel 2023-2024<sup>7</sup>, et notamment à celles en matière d'amélioration des pratiques managériales et de la nécessaire intensification de l'effort d'innovation des entreprises.

Concernant les pratiques managériales, la CSL insiste, à l'instar du CNP<sup>8</sup>, sur l'importance du bien-être au travail, qui détermine in fine la productivité. Ainsi, la dernière vague de l'enquête *Quality of Work Index* fait état d'une qualité du travail en berne en 2024<sup>9</sup>, notamment auprès des salariés moins qualifiés dans le commerce, l'hôtellerie-restauration, le transport et ceux ayant des horaires atypiques. En outre, on constate une recrudescence des problèmes de santé physique (troubles du sommeil, digestifs ou musculosquelettiques). Ces résultats appellent des mesures de prévention accrues au sein des entreprises afin d'améliorer le bien-être des salariés et de maintenir leur attractivité en tant qu'employeur dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

Un autre élément crucial favorisant la productivité est la formation continue, facteur indispensable dans un contexte de diffusion rapide des nouvelles technologies, telle que l'intelligence artificielle, susceptibles de modifier en profondeur le monde du travail. Dans ce contexte, le *Quality of Work Index* fait état d'une diminution tendancielle des opportunités de formation dont bénéficient les salariés par rapport au milieu des années 2010.

Cette tendance est d'autant plus inquiétante, qu'environ 12% des entreprises (et 15% de celles ayant des activités innovantes) au Grand-Duché mettent en avant le manque de salariés qualifiés comme obstacle important pour l'innovation, selon l'enquête communautaire sur l'innovation<sup>10</sup> (CIS) faisant ainsi état de l'importance grandissante de la formation, qu'elle soit initiale ou continue, mais aussi de *l'upskilling* et du *reskilling*. La question de la formation, respectivement de la reconversion de la main-d'œuvre, reste primordiale même si le pays suit la voie du « *fast follower*<sup>11</sup> » prônée par le CNP en matière d'innovation : la mise en œuvre et l'efficacité dans l'utilisation d'innovations venues d'ailleurs resteront tributaires de la capacité des travailleurs à les comprendre et à les intégrer dans les processus de production et organisationnels existants.

Pour ce qui est de la question de l'innovation, la création de crédits d'impôt recherche (à l'instar du modèle français par exemple) est mise en avant en complément des subventions directes déjà existantes. Toutefois, la CSL est d'avis qu'un tel dispositif ne générerait qu'un effet d'aubaine pour les entreprises qui innoveraient déjà sans pour autant inciter les entreprises qui ne font pas de recherche et développement à innover. En effet, sur base des résultats de l'enquête CIS, les entreprises luxembourgeoises sont peu nombreuses à citer le financement<sup>12</sup> comme obstacle important à l'innovation : elles sont moins de 6% parmi les entreprises n'ayant pas d'activité innovante à citer de telles raisons, tandis qu'environ 27% des entreprises n'innoveraient pas en raison de « différentes priorités au sein de l'entreprise ».

6 Voir Panorama social 2024

7 Voir Tableau 1 - Résumé des pistes pour relancer la productivité, à la page 13 du Rapport annuel 2023-2024 du CNP

8 Rapport annuel 2023-2024, p. 8

9 Voir <https://www.csl.lu/fr/la-qualite-du-travail-et-le-bien-etre-des-salaries-ne-se-sont-toujours-pas-releves-de-la-crise-pandemique/>

10 Voir <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/bookmark/b2be13c9-eb55-4490-a0be-876bc0fd8432?lang=fr>

11 Selon le CNP, cela consiste à « développer la capacité d'adopter et d'intégrer les nouvelles innovations, faites à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans le processus de production », Rapport annuel 2023-2024, p. 8.

12 Parmi les entreprises luxembourgeoises n'ayant pas d'activité innovante en 2020, 6% citent le manque de financement interne, 4% le manque de financement externe et 4% la difficulté à obtenir des subventions ou aides publiques comme obstacles importants à l'innovation.